



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 17-21 novembre 2025

Distribution: générale

Point 6 de l'ordre du jour

Date: 7 octobre 2025

WFP/EB.2/2025/6-C/4

Original: anglais

Fonctions de contrôle

Pour décision

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Rapport succinct de l'évaluation du plan stratégique pour l'Eswatini (2020-2025)

Résumé

L'évaluation du plan stratégique de pays établi pour l'Eswatini pour 2020-2025 répondait au double objectif consistant à rendre compte de l'action menée et à favoriser l'apprentissage. Le plan s'inscrivait dans le prolongement de l'action engagée par le PAM au titre du plan stratégique de pays provisoire de transition pour 2018-2019, qui visait à passer de la fourniture directe d'une assistance alimentaire et nutritionnelle à la participation au renforcement des capacités du Gouvernement. Un effet direct stratégique a été ajouté en vue d'accroître les capacités des petits exploitants, notamment les femmes, et de leur donner accès aux marchés au moyen des programmes de repas scolaires. La protection sociale est demeurée une priorité, mais son champ a été élargi afin d'intégrer la réactivité face aux chocs et les aspects nutritionnels.

Il ressort de l'évaluation que les niveaux élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition enregistrés en Eswatini justifient que le PAM y poursuive son action. Toutefois, les grandes ambitions portées par le plan stratégique de pays n'étaient guère adaptées aux possibilités de financement. En outre, bien que les effets directs stratégiques aient été liés de façon logique à l'objectif visant à s'attaquer aux causes de l'insécurité alimentaire, ils n'étaient assortis d'aucune chaîne de résultats détaillée, notamment s'agissant du renforcement de la résilience, de l'adaptation aux changements climatiques et des interventions dans le domaine de la protection sociale.

Conformément aux dispositions de la politique d'évaluation de 2022 (WFP/EB.1/2022/4-C) et dans le souci de respecter l'intégrité et l'indépendance des constatations issues de l'évaluation, la version originale du présent rapport a fait l'objet d'un travail d'édition limité et il est possible que certains termes ou certaines formulations ne soient pas tout à fait conformes à la terminologie ou aux pratiques éditoriales habituelles du Programme alimentaire mondial; toute demande de précisions à cet égard doit être adressée à la Directrice de l'évaluation.

Coordonnatrices responsables:

Mme A.-C. Luzot
Directrice de l'évaluation
courriel: anneclaire.luzot@wfp.org

Mme C. Perch
Fonctionnaire chargée de l'évaluation
courriel: catrina.perch@wfp.org

Compte tenu des ressources dont il disposait, le PAM a contribué utilement à la lutte contre l'insécurité alimentaire à court terme, tant sur le plan de la couverture des activités que sur celui de la coordination avec d'autres organismes agissant au titre du plan d'intervention de l'Organisme national de gestion des catastrophes. Toutefois, la contribution du plan stratégique de pays à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Eswatini a été modeste dans l'ensemble.

Le PAM a contribué à instaurer des conditions favorables aux activités relatives aux repas scolaires et à la gestion des catastrophes grâce à ses partenariats de longue date et à son appui technique de qualité, adapté aux besoins. Toutefois, les activités plus récentes, telles que le soutien aux petits exploitants, lui ont posé des difficultés dues à une analyse insuffisante des systèmes de marché et à des problèmes de coordination avec les partenaires. Le PAM a certes noué des partenariats solides en matière de protection sociale, mais il ne s'est pas suffisamment concerté avec certains acteurs clés, ce qui l'a empêché de se positionner de façon stratégique dans ce domaine.

Les efforts louables initialement entrepris pour prendre systématiquement en compte la problématique femmes-hommes, la question de l'inclusion et les aspects nutritionnels ont été en partie mis à mal par un manque de compétences spécialisées au sein du bureau de pays.

Trois recommandations, dont deux recommandations stratégiques et une recommandation opérationnelle, ont été formulées à l'issue de l'évaluation. Les recommandations stratégiques portent principalement sur l'évaluation des ressources potentielles et l'adaptation de la conception des futurs plans stratégiques de pays aux ressources qui devraient être disponibles, ainsi que sur la définition d'une proposition de valeur touchant notamment aux domaines de l'adaptation aux changements climatiques et de la protection sociale, en partenariat avec le Gouvernement. La recommandation opérationnelle préconise de continuer d'appuyer le renforcement des capacités des autorités nationales afin de leur permettre de prendre en main les activités relatives aux repas scolaires et préscolaires et d'en assurer la pérennité.

Projet de décision*

Le Conseil prend note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation du plan stratégique pour l'Eswatini (2020–2025)" (WFP/EB.2/2025/6-C/4) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.2/2025/6-C/4/Add.1.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Introduction

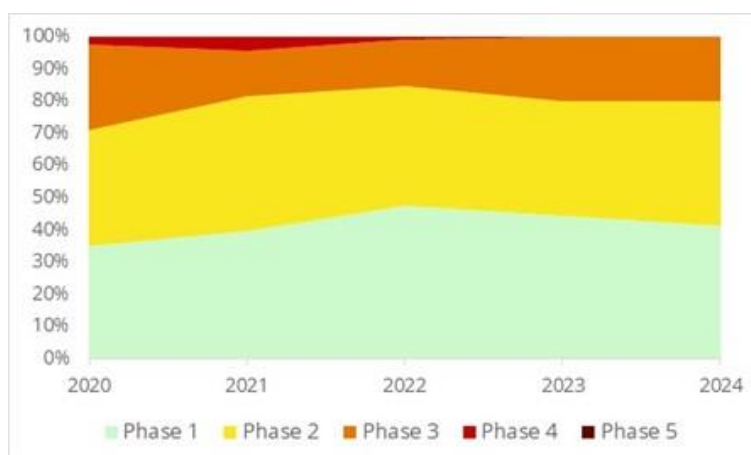
Caractéristiques de l'évaluation

1. L'évaluation du plan stratégique de pays (PSP) établi pour l'Eswatini pour 2020-2025 a été réalisée entre mars et septembre 2024. Répondant au double objectif consistant à rendre compte de l'action menée et à favoriser l'apprentissage, elle visait à éclairer les discussions sur l'action future du PAM en Eswatini. L'évaluation a principalement visé à faire le bilan des résultats du PSP pour la période allant de 2020 à la mi-2024, tout en offrant, dans une optique stratégique, un aperçu général des travaux accomplis et des résultats obtenus au titre du plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T) établi pour 2018-2019, en accordant une attention particulière aux activités prévues dans le PSPP-T qui ont été poursuivies au titre du PSP.
2. L'équipe d'évaluation a employé une méthode mixte fondée sur une approche théorique et s'est appuyée sur plusieurs sources de données factuelles, notamment des documents, des rapports relatifs aux résultats et au budget, l'observation directe, des entretiens avec des informateurs clés et des discussions de groupe avec des bénéficiaires. La problématique femmes-hommes et la question du handicap ont été prises en compte lors de la conception de l'évaluation et de la collecte et de l'analyse des données.
3. L'évaluation s'adresse principalement au Bureau du PAM en Eswatini, au Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe¹, à la haute direction et aux divisions techniques compétentes du Siège, à Rome, au Conseil d'administration, aux donateurs, au Gouvernement swazi aux personnes auxquelles l'assistance est destinée, aux membres de l'équipe de pays des Nations Unies et aux partenaires coopérants.

Contexte

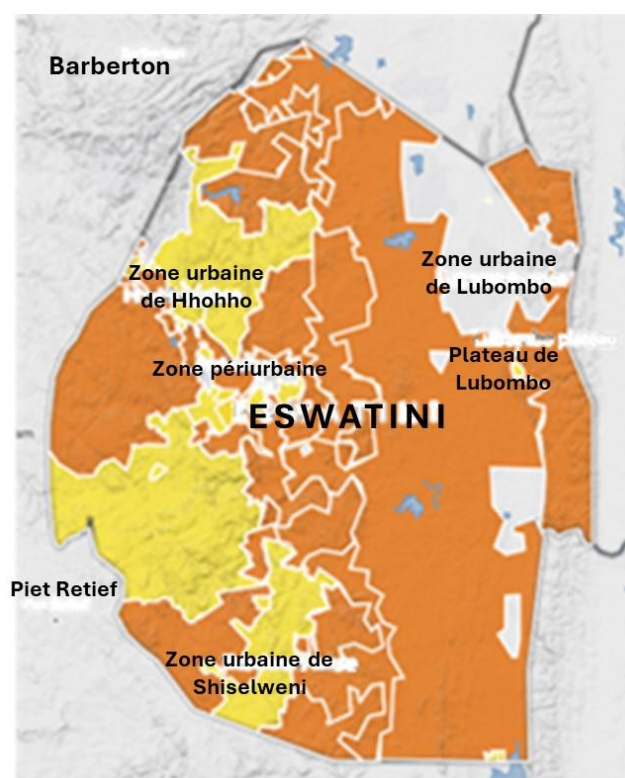
4. L'Eswatini compte 1,2 million d'habitants. C'est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, dont le produit intérieur brut est estimé à 3 936 dollars É.-U. par habitant². L'insécurité alimentaire et la malnutrition y sont omniprésentes, une large part de la population se trouvant invariablement en situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition (voir la figure 1). Selon les estimations qui figurent dans le rapport établi en 2024 à partir du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), entre juin et septembre 2024, 20 pour cent de la population, soit 243 000 personnes, qui vivaient essentiellement dans les plaines de l'est du pays (voir carte 1), se trouvaient dans une situation d'insécurité alimentaire dite "de crise" (phase 3 de l'IPC).

Figure 1: Situation en matière d'insécurité alimentaire aiguë (2020-2024)



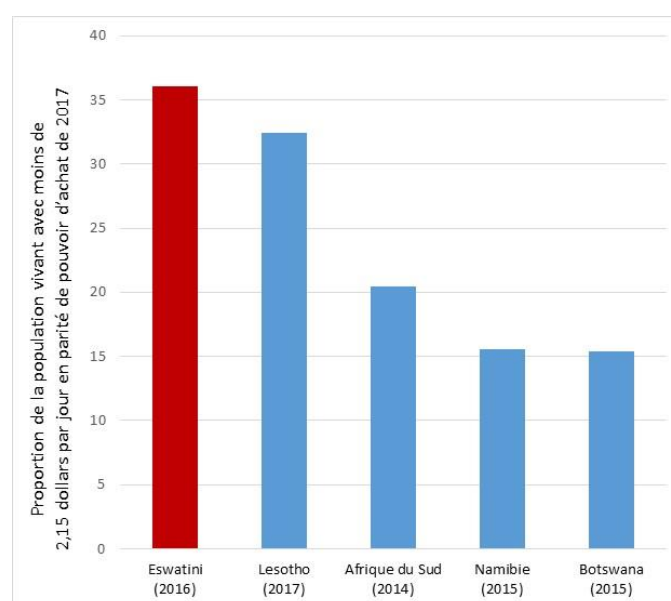
¹ En 2025, le Bureau régional pour l'Afrique australe, situé à Johannesburg, a été intégré au Bureau régional pour l'Afrique de l'Est pour créer le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, situé à Nairobi.

² Banque mondiale. 2024. PIB par habitant (\$ US courants) – Eswatini.

Carte 1: Classification de l'insécurité alimentaire aiguë, par zone géographique

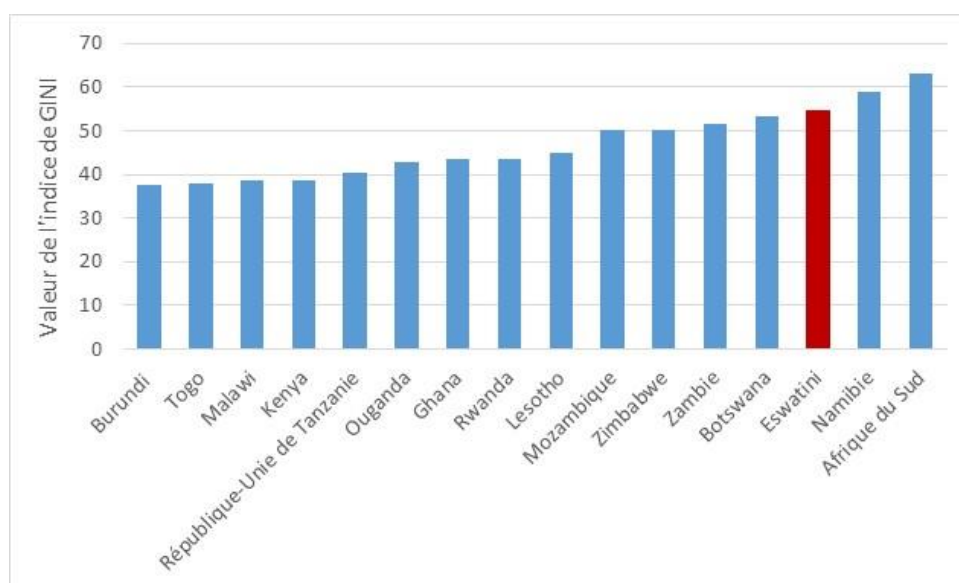
Source: Rapports IPC sur l'insécurité alimentaire aiguë en Eswatini (consultés en septembre 2024).

5. En Eswatini, l'insécurité alimentaire et la malnutrition trouvent leur origine dans une pauvreté et des inégalités chroniques. La majorité de la population (58,9 pour cent) vit en dessous du seuil national de pauvreté, établi à 3,65 dollars par jour³, et le pays se place au dixième rang du classement mondial des pays où les inégalités de revenus sont les plus fortes, avec un coefficient de Gini de 54,6⁴. Les taux de pauvreté et d'inégalité y sont également plus élevés que dans d'autres pays de la région.

Figure 2: Taux de pauvreté, pays d'Afrique australe

³ Banque mondiale. 2025. [The World Bank in Eswatini – Overview](#).

⁴ Banque mondiale. 2016. [Indice Gini – Eswatini](#).

Figure 3: Inégalité de revenus, pays d'Afrique subsaharienne

Source: Données de la Banque mondiale.

6. L'insécurité alimentaire chronique a été aggravée par les chocs extérieurs, notamment les phénomènes climatiques, tels que El Niño, les difficultés économiques, telles que l'augmentation du chômage provoquée par la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), les troubles sociaux et la flambée des prix des produits alimentaires⁵.
7. Le montant net de l'aide publique au développement allouée à l'Eswatini est modeste et a fluctué entre 70,5 millions de dollars, à son niveau le plus bas, en 2019, et 125 millions de dollars, à son niveau le plus haut, en 2021, avant de redescendre à 96,6 millions de dollars en 2022⁶.

Interventions menées par le PAM en Eswatini

8. Le PSP pour l'Eswatini a été approuvé pour une période de cinq ans, de 2020 à 2024, puis prolongé d'une année afin d'être aligné sur le calendrier du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2021-2025). Il s'est inscrit dans le droit fil de la transition engagée par le PAM au titre du PSPP-T pour 2018-2019, qui consistait à passer de la fourniture directe d'une assistance alimentaire et nutritionnelle au renforcement des capacités du Gouvernement. Articulé autour de trois effets directs stratégiques qui devaient permettre d'intervenir face aux crises et de renforcer la résilience, il avait pour composante fondamentale l'effet direct stratégique 3, consacré à l'appui technique destiné à aider le Gouvernement à assurer l'accès à des systèmes de protection sociale intégrés et réactifs face aux chocs. L'égalité des sexes en était un axe transversal essentiel.

⁵ Gouvernement swazi. Comité d'évaluation de la vulnérabilité: rapports annuels d'évaluation et d'analyse (2018-2023).

⁶ Organisation de coopération et de développement économiques. 2023. [Aperçu synthétique de l'aide publique au développement](#).

TABLEAU 1: EFFETS DIRECTS STRATÉGIQUES ET ACTIVITÉS PRÉVUS AU TITRE DU PSP POUR L'ESWATINI (2020-2025)		
Domaine d'action privilégié	Effet direct stratégique	Activité
Intervention face à une crise	Les populations vulnérables vivant dans des zones touchées par un choc parviennent à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels en période de crise.	Fourniture de produits alimentaires et/ou de transferts de type monétaire.
Renforcement de la résilience	D'ici à 2024, les petits exploitants, notamment les femmes, disposent de capacités renforcées pour approvisionner les marchés structurés en aliments nutritifs.	Formation sur la commercialisation et la gestion d'entreprise. Instauration de pratiques intelligentes face au climat dans des groupements de petits exploitants.
Renforcement de la résilience	D'ici à 2030, les populations vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les adolescentes et les personnes vivant avec le VIH, ont accès à des systèmes de protection sociale intégrés et réactifs face aux chocs.	Assistance technique en matière d'analyse de la vulnérabilité, d'alerte rapide et de préparation aux catastrophes et d'intervention d'urgence. Assistance directe (transferts de produits alimentaires) dans le cadre d'un projet pilote d'alimentation scolaire utilisant la production locale et visant à nourrir les écoliers et les orphelins et autres enfants vulnérables dans les centres de soins de proximité*. Mise à disposition de compétences techniques aux fins de la création de filets de sécurité fondés sur des activités productives.

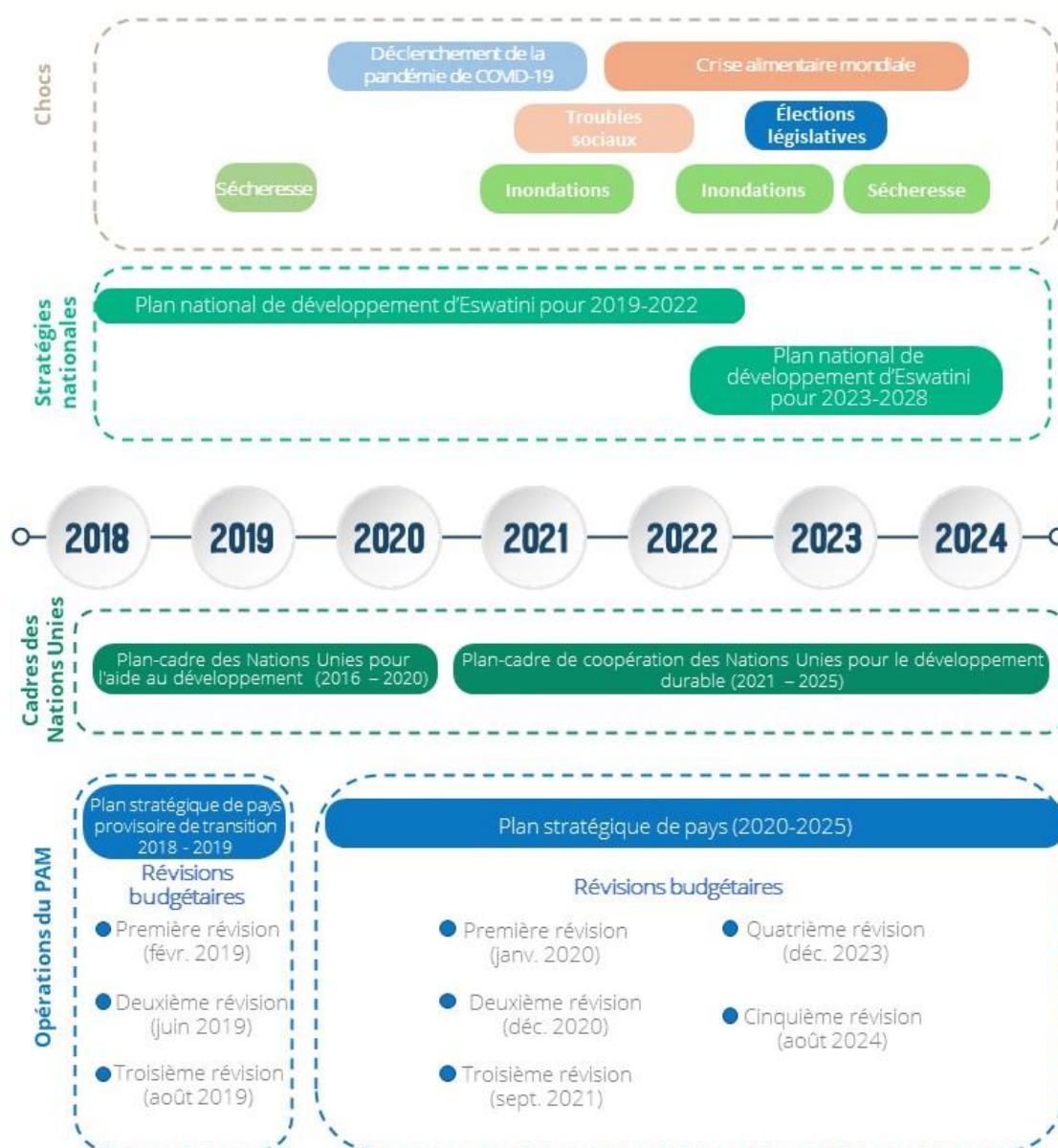
* Les centres de soins de proximité ont été mis en place en Eswatini en 2002 afin de répondre aux besoins des orphelins et des autres enfants vulnérables âgés de 6 mois à 6 ans au niveau communautaire.

Source: Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2024. *Mapping of Social Protection Development in the Kingdom of Eswatini*.

9. Doté d'un budget initial de 26 284 469 dollars, le PSP devait permettre de venir en aide à 199 593 bénéficiaires⁷. Il a par la suite fait l'objet de cinq révisions durant sa mise en œuvre, qui en ont porté le budget à 76 838 626 dollars, et le nombre prévu de bénéficiaires à 331 852, en août 2024⁸. Les principaux changements apportés au PSP ont été les suivants: la mise en place d'un appui pendant la période de soudure au titre de la première révision; l'intervention face à la COVID-19 au titre de la deuxième révision; la prolongation d'une année de sa durée, en concordance avec le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2021-2025), au titre de la troisième révision; l'augmentation de la portée de l'effet direct stratégique 1 au titre de la quatrième révision; la mise en place de bons-valeurs au titre de la cinquième révision (voir la figure 4). L'effet direct stratégique 1, qui comptait au départ pour environ deux tiers du budget total du PSP, n'en représentait plus que 53 pour cent au terme de la dernière révision.

⁷ "Plan stratégique de pays – Eswatini (2020-2024)" (WFP/EB.2/2019/7-A/2).

⁸ PAM. 2024. *Eswatini country strategic plan, revision 5*.

Figure 4: Aperçu du contexte national et des opérations du PAM (2018-2024)

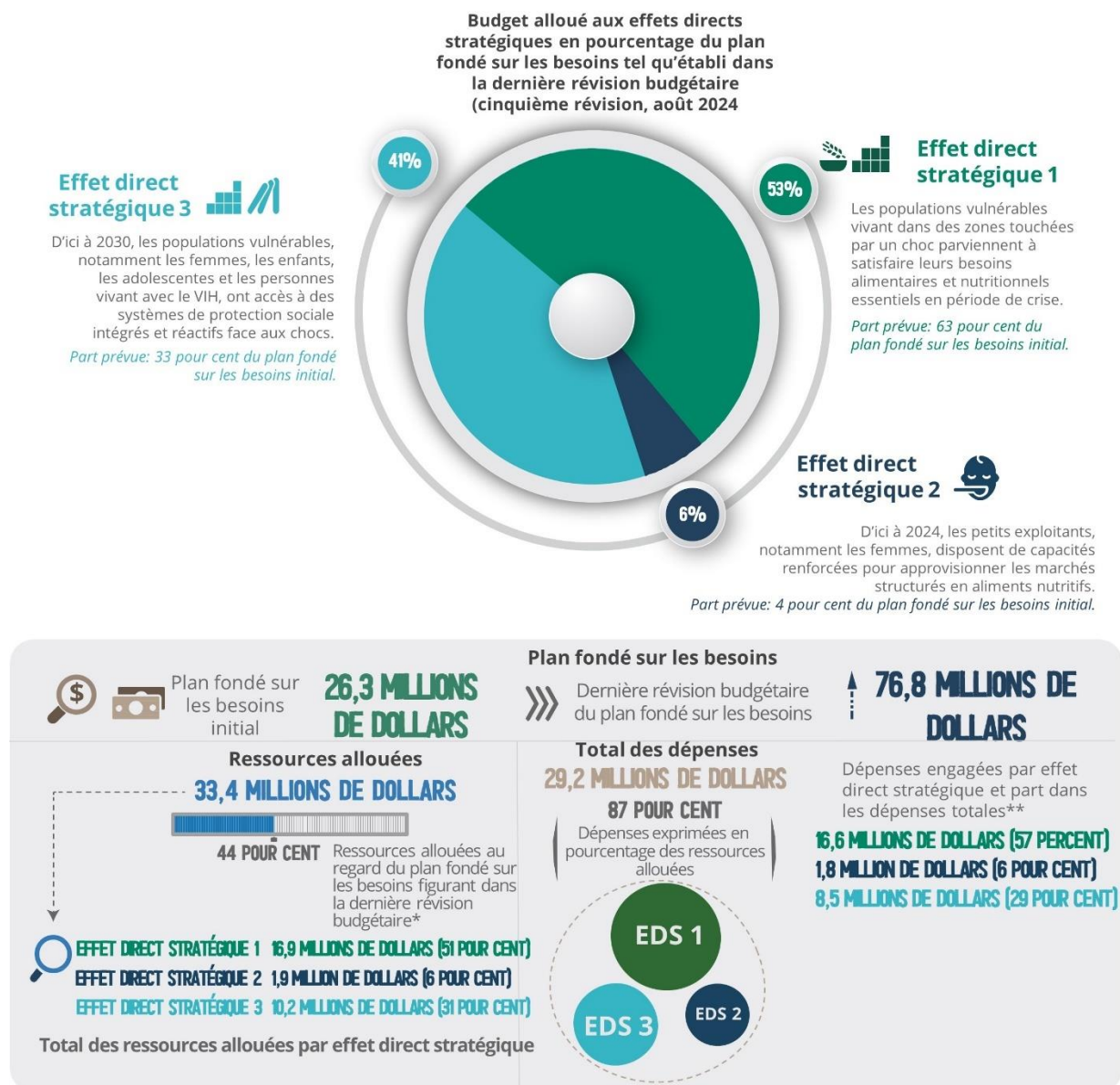
Sources: Figure établie par l'équipe d'évaluation à partir des documents relatifs au PSPP-T et au PSP et consacrés aux révisions et aux programmes.

10. En août 2024, le PSP était financé à hauteur de 45,5 pour cent. Les principales sources de financement étaient les mécanismes de financement souple du PAM (32,9 pour cent du montant total des contributions) et le Gouvernement japonais (30,9 pour cent)⁹. Les autres donateurs étaient la Commission européenne (11 pour cent du montant total des contributions), l'Allemagne (12,8 pour cent) et les fonds et organismes des Nations Unies (4 pour cent). La plupart des fonds étaient affectés aux niveaux des objectifs de développement durable (40 pour cent du montant total des contributions) et des effets directs stratégiques (18 pour cent), ce qui offrait une certaine souplesse pour les allouer.

⁹ PAM. FACTory. *Rapport sur la situation des ressources*, 21 août 2024 (interne).

11. Le pourcentage de bénéficiaires prévus ayant effectivement reçu une assistance a fluctué au fil des années. À ses niveaux les plus bas, il était de 53 pour cent en 2019, au titre du PSPP-T, et de 73 pour cent en 2021, au titre du PSP (voir la figure 6). En 2020, en raison de la flambée de la pandémie de COVID-19, le nombre effectif de bénéficiaires a dépassé de loin les prévisions pour atteindre 130 pour cent du nombre initialement prévu. Les objectifs annuels fixés n'ont toutefois pas été atteints les années suivantes, de 2021 à 2024.

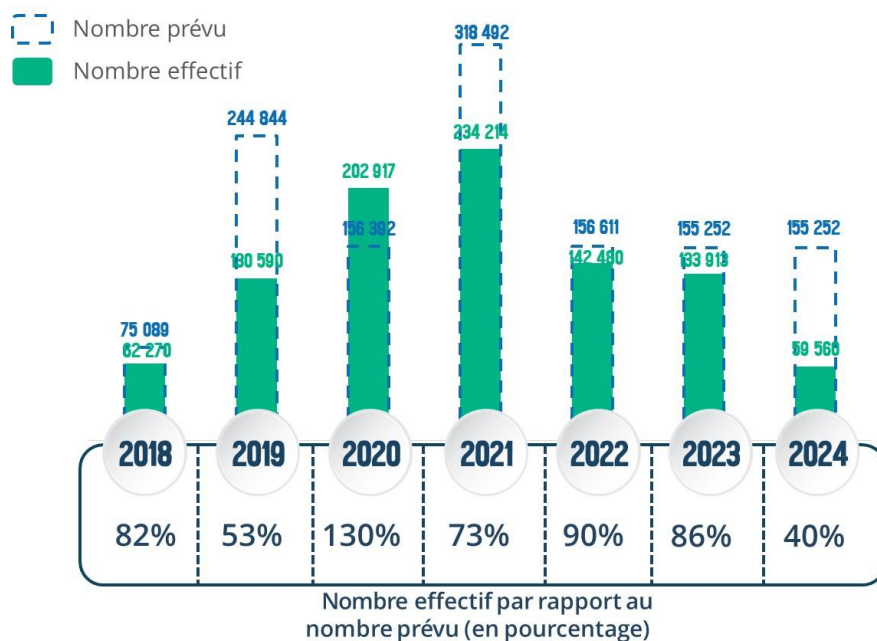
**Figure 5: Plan stratégique pour l'Eswatini (2020–2025):
effets directs stratégiques, budget, financement et dépenses**



* Hors coûts d'appui directs et indirects.

** La somme des ressources allouées n'est pas égale à 100 pour cent du plan fondé sur les besoins car 12 pour cent des ressources ont été allouées pour couvrir les coûts d'appui directs et indirects.

Abréviation: EDS = effet direct stratégique.

Figure 6: Nombre de bénéficiaires prévu et effectif, par an (2018-2024)

Note: Les données relatives aux années 2018 et 2019 concernent le PSPP-T.

Sources: PAM. *Rapport annuel par pays: Eswatini, 2018-2023*. Pour 2024: CMP013 et MoDa, août 2024 (rapports internes).

Messages clés issus de l'évaluation

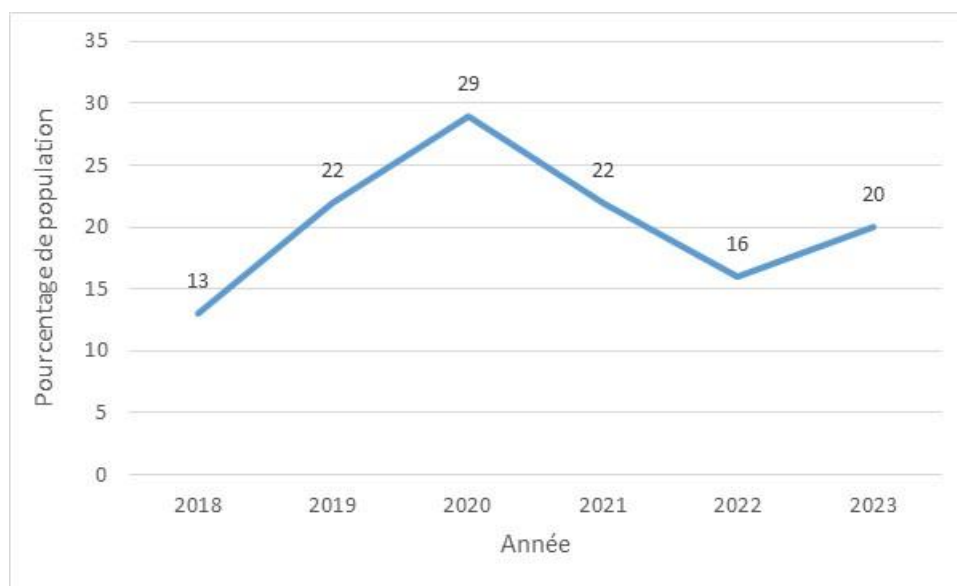
Pertinence, utilisation des données factuelles et positionnement stratégique

Au moment de l'élaboration du PSP, il existait des liens clairs et logiques entre les conclusions issues de l'analyse de l'insécurité alimentaire en Eswatini et les effets directs stratégiques envisagés. Il y avait cependant des lacunes manifestes dans l'articulation détaillée des chaînes de résultats devant aboutir à certains effets directs. Le PSP donnait donc peu d'éléments concrets sur l'approche envisagée par le PAM en matière de renforcement de la résilience, d'adaptation aux changements climatiques et de protection sociale.

12. Selon les évaluations des besoins menées chaque année par le comité d'évaluation de la vulnérabilité, un grand nombre de personnes ont invariablement eu besoin d'une assistance alimentaire tout au long des périodes couvertes par le PSPP-T et le PSP (voir la figure 7). Qui plus est, à la suite du phénomène El Niño qui a sévi dans le pays en 2015-2016, la production agricole a chuté de 40 pour cent¹⁰ et une composante relative aux interventions face aux crises a été ajoutée au PSPP-T. Les niveaux élevés de vulnérabilité chronique, auxquels venait s'ajouter la multiplication des risques, appelaient une action qui concordait avec le mandat du PAM et justifiaient donc que l'organisation poursuive ses activités dans le pays.

¹⁰ Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement. 2020. [ACP-EU Natural Disaster Risk Reduction Program – Eswatini Drought Preparedness](#).

Figure 7: Pourcentage de la population en situation d'insécurité alimentaire aiguë ayant besoin d'une aide humanitaire entre juin et septembre (2018–2023)



13. L'intégration dans le PSP de l'effet direct stratégique 2 – consacré au renforcement des capacités dont les petits exploitants disposent pour approvisionner les marchés structurés en aliments nutritifs – était justifiée, car, selon l'examen stratégique Faim zéro relatif à l'Eswatini, la majorité de la population du pays vivait de l'agriculture. Le PSP donnait toutefois peu d'éléments concrets sur l'approche envisagée en matière de renforcement de la résilience et d'adaptation aux changements climatiques. L'accès des agriculteurs à des prévisions météorologiques à échelle réduite¹¹ y était mentionné comme solution pour atténuer en partie les effets des chocs climatiques, au titre de l'effet direct stratégique 2, mais aucune activité correspondante n'était décrite. On ne sait pas bien non plus dans quelle mesure les activités relatives aux moyens d'existence visaient à atténuer les effets des changements climatiques au niveau local.
14. Il y avait peu de données factuelles faciles à obtenir qui soient propres à éclairer l'élaboration d'activités dans les domaines plus récents. L'approche adoptée en matière d'alimentation scolaire utilisant la production locale aurait gagné à s'appuyer sur une base de données factuelles afin d'être suffisamment adaptée à la situation en Eswatini, y compris une analyse approfondie des systèmes de marché dans le pays. Aucune analyse des filières ni aucune étude des acteurs du système de marché exploitables n'ont été menées, et le PSP ne donnait aucune précision sur la manière d'atteindre son objectif premier, à savoir contribuer à l'élaboration de politiques et de programmes de protection sociale.
15. Le PSP mettait en évidence des possibilités de synergie entre la protection sociale, l'intervention face aux crises et l'appui aux petits exploitants. Cependant, dans les faits, les difficultés de financement se sont traduites par des activités d'envergure relativement limitée, pour la plupart, menées sous la forme de projets fragmentés, ce qui reflétait la préférence donnée à la dissémination des ressources disponibles au profit du plus grand nombre de bénéficiaires et de zones géographiques.

¹¹ Les prévisions météorologiques à échelle réduite font appel à diverses techniques pour transposer les prévisions météorologiques à grande échelle sous forme de prévisions plus détaillées à l'échelle locale. Cette opération améliore la précision des prévisions dans les régions concernées en tenant compte des conditions locales et des microclimats. [Meteomatics. Weather Data 90-meter Downscaling](#) (consulté le 11 juin 2025).

Bien qu'il ait été opportun de mettre l'accent sur le renforcement des systèmes de protection sociale dans le PSP, certaines hypothèses selon lesquelles le Gouvernement était enclin à élargir la couverture de ces systèmes ne se sont concrétisées que partiellement. En outre, les partenariats que le PAM a noués dans ce domaine d'activité étaient trop restreints, si bien qu'il a laissé passer des occasions de se positionner de façon stratégique.

16. L'importance donnée à l'amélioration de la protection sociale dans le PSP a été jugée pertinente dans l'optique de fournir aux personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique une assistance sous la forme de modalités d'aide sociale plus prévisibles et mieux adaptées aux besoins que l'intervention d'urgence en période de soudure. De plus, compte tenu de la situation dans le pays, l'accent porté sur le développement de mécanismes de protection sociale réactifs face aux chocs apparaissait comme une manière idoine de trouver la solution la plus efficace et la plus efficiente pour répondre aux besoins des personnes touchées par des crises. Le PSP faisait ressortir des lacunes dans les politiques et programmes nationaux de protection sociale, auxquelles il se proposait de remédier, cependant certaines insuffisances et certaines possibilités importantes, notamment la mise en place de transferts monétaires visant à réduire la pauvreté et le renforcement des capacités dans le domaine de l'administration, n'ont pas été expressément prises en considération dans le cadre des activités de renforcement des capacités du pays prévues dans le PSP.
17. Les hypothèses selon lesquelles le Gouvernement était enclin à élargir la couverture des programmes de protection sociale ne se sont révélées que partiellement correctes en raison d'une marge de manœuvre budgétaire réduite. Il n'y a pas eu d'analyse politico-économique, qui aurait pourtant pu apporter des éclaircissements sur certaines des difficultés posées par le renforcement des systèmes nationaux de protection sociale. Plus précisément, une analyse plus approfondie des stratégies à suivre et des partenariats à nouer aurait pu aider le PAM à défendre plus efficacement la cause du changement. Ce dernier a bien collaboré avec le Département de la protection sociale de l'Eswatini et l'UNICEF, mais son partenariat avec la Banque mondiale est resté à l'état embryonnaire. Cela a été à l'origine d'une double évaluation des capacités et de divergences dans la mise en place d'un registre social unifié, ce qui s'est révélé fort regrettable puisque le programme de réalisations et le soutien financier substantiel de la Banque mondiale avaient gagné les faveurs du Gouvernement.

Efficacité

Le PAM s'est appuyé sur des données factuelles pour cibler les groupes les plus exposés à l'insécurité alimentaire et a pris des mesures pour améliorer le ciblage des ménages. Néanmoins, le Gouvernement n'a pas ajusté sa manière d'envisager le ciblage, et les organisations de la société civile continuent de s'appuyer sur des critères de ciblage propres à chacune d'elles. Une approche commune n'a donc pas encore été adoptée en matière de ciblage.

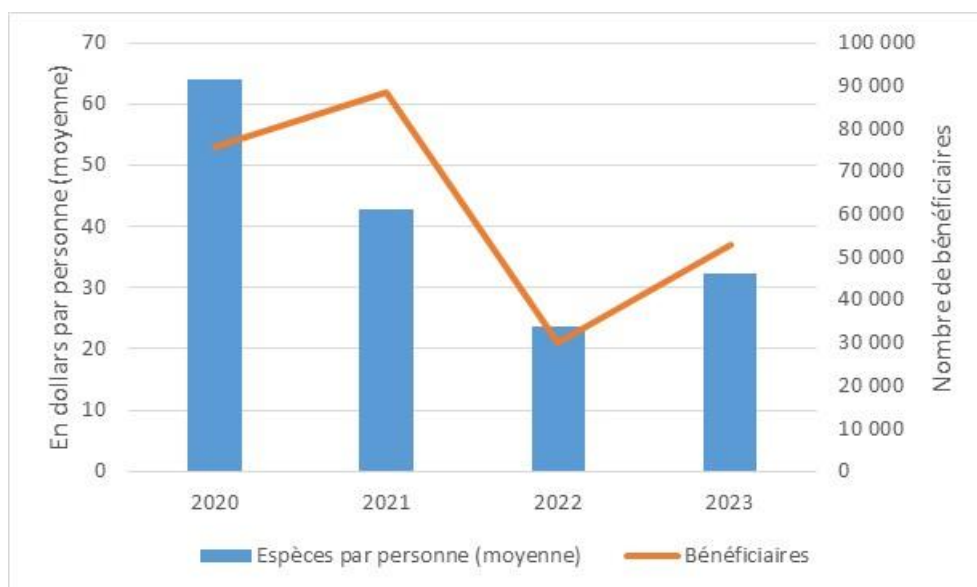
18. Le ciblage s'est appuyé à bon escient sur des données factuelles relatives à l'incidence de l'insécurité alimentaire, telles que les évaluations de la vulnérabilité, aux fins des interventions face aux crises et de l'alimentation des orphelins et des autres enfants vulnérables dans les centres de soins de proximité. Le PAM a modifié son approche en matière de ciblage des ménages afin de remédier aux problèmes recensés dans le système public, cessant ainsi de recourir aux dirigeants locaux et aux informateurs clés pour s'appuyer sur l'organisation de réunions communautaires et l'application de critères précis visant à recenser les groupes vulnérables ayant besoin d'une assistance, tels que les personnes âgées, les personnes sans emploi, les ménages dirigés par des enfants ou des femmes, les veuves et les personnes handicapées ou souffrant d'une maladie chronique. Cette approche a permis de limiter les erreurs, mais elle a abouti à des listes communautaires plus inclusives, qu'il fallait hiérarchiser en fonction des ressources

disponibles. Une approche commune au Gouvernement et à la société civile devait encore être mise en place en matière de ciblage.

Le PAM s'est partiellement réorienté vers l'intervention face aux crises, ce qui était opportun vu l'ampleur des besoins. Il a été constaté que l'assistance alimentaire et monétaire non assortie de conditions apportée par le PAM avait amélioré la sécurité alimentaire des personnes touchées par des crises à grande échelle, résultat toutefois compromis par la suite, pendant la période couverte par le PSP, en raison de l'insuffisance des ressources.

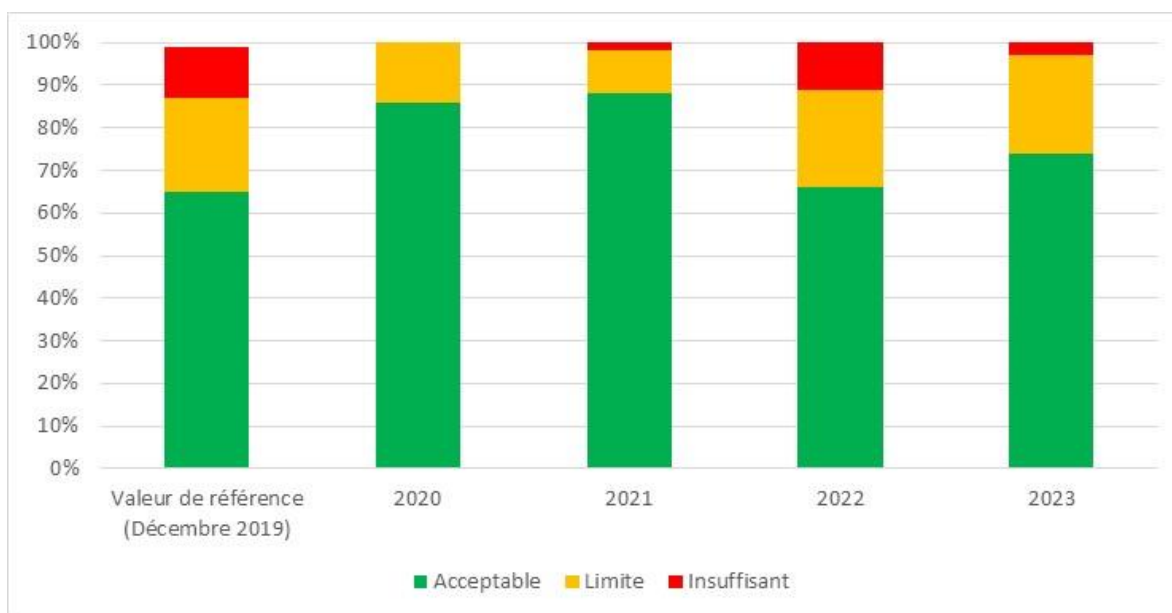
19. *Effet direct stratégique 1*: Pendant la période couverte par le PSP, l'Eswatini a été frappé par une série de crises alimentaires imprévues et d'ampleur exceptionnelle. Le PAM a su réagir pour répondre aux besoins liés aux sécheresses, à la pandémie de COVID-19 et à la flambée des prix des denrées, et a contribué utilement à la lutte contre l'insécurité alimentaire à court terme au titre de l'effet direct stratégique 1, compte tenu des ressources dont il disposait. Plus précisément, entre 19 et 46 pour cent de la population ayant besoin d'une assistance alimentaire a reçu l'assistance du PAM, laquelle était bien coordonnée avec les activités des autres organismes intervenant dans le cadre du plan d'intervention de l'Organisme national de gestion des catastrophes. Cependant, en raison de l'insuffisance des ressources, le PAM a dû réduire sensiblement ses distributions à compter du cycle de 2021, tant sur le plan du nombre de bénéficiaires que sur celui du montant moyen de l'assistance fournie (voir la figure 8), ce qui explique peut-être la baisse du score de consommation alimentaire acceptable enregistrée entre 2021 et 2022, le pourcentage de personnes recevant une assistance monétaire et déclarant un score acceptable étant alors passé de 88 pour cent à 66 pour cent (voir la figure 9).

Figure 8: Montant moyen des transferts monétaires et nombre de bénéficiaires



Sources: Rapports de distribution annuels CM-R007 de 2020, 2021, 2022 et 2023 (rapports internes).

Figure 9: Scores de consommation alimentaire des bénéficiaires de l'assistance fournie au titre de l'effet direct stratégique 1 (2020-2023)*



* La valeur de référence correspond à la valeur enregistrée en décembre 2019. Pour faire face aux répercussions de la COVID-19 et à des épisodes de sécheresse imprévisibles, le PAM a mis en place des transferts de ressources non assortis de conditions, ce qui a permis à 125 375 personnes touchées par ces crises de recevoir des produits alimentaires ou des transferts monétaires. C'est pourquoi le score de consommation alimentaire acceptable enregistré en 2020 est sensiblement plus élevé que la valeur de référence.

Sources: PAM. *Rapport annuel par pays: Eswatini, 2010-2023*. Suivi post-distribution de décembre 2020.

20. Le PAM a également fourni les centres de soins de proximité¹² en produits alimentaires à destination des orphelins et autres enfants vulnérables d'âge préscolaire. Cette assistance est amplement justifiée par le fait que ces institutions ne sont pas financées par le budget national, l'intervention du Gouvernement se limitant à un rôle de coordination. Le PAM a toutefois dû réduire le nombre de centres de soins de proximité auxquels il fournit une aide, qui est passé de 1 700 (de 2020 à 2023) à 700 (en 2024), en raison de l'insuffisance des financements, et l'avenir à long terme de ces centres est compromis par la lenteur des progrès réalisés dans la prise en main par le pays de leur gestion et de leur financement.

Malgré des résultats encourageants, l'approche globale adoptée aux fins des interventions axées sur les moyens d'existence et le renforcement de la résilience, principalement au titre de l'effet direct stratégique 2, était fragmentée et manquait de perspective sur les modalités de transposition des activités à plus grande échelle.

¹² Le Ministère de l'administration des *tinkhundla* supervise la coordination des centres de soins de proximité avec l'appui du Cabinet de la Vice-Première Ministre. Le programme de centres de soins de proximité est entièrement financé par l'aide internationale. En partenariat avec l'UNICEF, le PAM contribue aux filets de protection sociale en fournissant des repas chauds quotidiens aux enfants fréquentant les centres de soins (UNICEF. 2024. *Mapping of Social Protection Development in the Kingdom of Eswatini*.)

21. *Effet direct stratégique 2 (principalement)*: Le PAM a contribué à renforcer la capacité du Gouvernement de concevoir et de mener des activités axées sur les moyens d'existence. L'approche à trois niveaux, processus consultatif visant à consolider la conception, la planification et la mise en œuvre des programmes de renforcement de la résilience, a été expérimentée avec succès et a permis aux communautés de participer davantage à la conception des programmes, cependant les partenariats établis aux fins de leur mise en œuvre étaient fragmentaires et il est peu probable que ces programmes perdurent. Ainsi, le PAM ne s'est pas concerté avec des organismes publics, des entités des Nations Unies et des organisations non gouvernementales de premier plan, qui auraient pu contribuer à appuyer la mise en œuvre du plan multisectoriel mis au point, notamment le Conseil pour la mise en valeur des ressources en eau, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'UNICEF, Save the Children et la Croix-Rouge d'Eswatini. En outre, aucune stratégie n'a été clairement définie pour intégrer l'approche à trois niveaux dans la planification communautaire visant à appuyer les programmes destinés à renforcer la résilience, sous l'égide du Ministère des *tinkhundla*¹³. Néanmoins, le PAM a contribué avec succès à la mise au point du système intégré d'information sur l'agriculture, et le Gouvernement a pris des mesures importantes pour rendre celui-ci opérationnel.
22. D'une manière générale, les interventions axées sur les moyens d'existence et le renforcement de la résilience étaient morcelées entre les trois effets directs stratégiques et les approches adoptées en la matière manquaient de cohérence. Certains éléments attestent de l'appui apporté par le PAM à la généralisation des interventions axées sur les pratiques intelligentes face au climat, notamment le recours à des toiles d'ombrage, à l'irrigation au goutte à goutte et à des variétés de semences résistantes à la sécheresse, menées à l'intention des petits exploitants, mais l'évaluation a fait ressortir que le PAM n'avait pas hiérarchisé les technologies agricoles intelligentes face au climat adaptées au contexte local, ni même recensé celles-ci. Il n'a pas été tiré pleinement parti de l'expérience acquise ailleurs dans la région. Ainsi, bien qu'il ait été envisagé, dans la version initiale du PSP, de faciliter l'accès des agriculteurs à des prévisions météorologiques à échelle réduite, idée mise en œuvre dans d'autres pays d'Afrique australe, aucun plan concret n'a été établi à cette fin.
23. La durée de certaines activités axées sur les moyens d'existence, de trois à quatre mois, et les sommes distribuées aux petits exploitants, à savoir quelque 94 dollars, étaient trop réduites pour avoir des retombées concrètes sur les conditions de vie à long terme. Les transferts monétaires ont certes permis d'améliorer celles-ci, mais ils n'ont pas permis d'atteindre l'objectif fixé, à savoir renforcer la résilience dans le cadre d'initiatives de relèvement rapide, et les activités n'ont pas ciblé les zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire, éloignées des grands axes routiers.
24. Point crucial, les interventions axées sur les moyens d'existence ne s'accompagnaient le plus souvent pas de stratégie claire de transposition à plus grande échelle, ni de plan précis visant à transférer au Gouvernement la responsabilité de leur mise en œuvre. Les projets étaient fragmentés et leur envergure limitée. Le suivi de chacune des interventions était insuffisant pour mettre en évidence les réussites et les facteurs de réussite, et établir quelles activités méritaient d'être reproduites. L'appui apporté aux groupes travaillant sur les questions relatives au climat et à la résilience n'a pas dépassé le niveau communautaire et l'on ne saurait dire précisément quel partenaire public est responsable de ces interventions et de leur transposition à plus grande échelle.

¹³ Le Ministère de l'administration des *tinkhundla* et du développement est responsable de l'administration des *tinkhundla*, unités administratives correspondant aux collectivités locales.

Le PAM a obtenu de très bons résultats s'agissant d'appuyer le renforcement des capacités du pays, principalement au titre de l'effet direct stratégique 3, dans le cadre duquel il a développé des partenariats de longue date et apporté des compétences techniques pertinentes.

25. *Effet direct stratégique 3*: Le PSP a permis d'obtenir des résultats en matière de renforcement des capacités du pays, tout particulièrement dans les domaines des repas scolaires et de la gestion des catastrophes. Les activités de renforcement des capacités menées par le PAM dans ces domaines étaient parfaitement adaptées au contexte et ont eu des retombées concrètes pour les personnes et les organismes, ainsi que sur les plans de la politique générale et des institutions. L'évaluation a notamment permis de constater ce qui suit:
- *Les formations dispensées aux membres du personnel scolaire ont rendu ces derniers mieux à même de veiller au respect des mesures de sécurité sanitaire des aliments et d'hygiène lors de la préparation des repas.* Les ustensiles sont, par exemple, convenablement nettoyés avant et après emploi désormais.
 - *Les activités de sensibilisation ont conduit le Gouvernement à s'associer à la Coalition pour l'alimentation scolaire¹⁴, puis à élaborer des engagements nationaux* concernant la politique en matière de repas scolaires, les financements, les données factuelles et les statistiques, ainsi que la conception et la couverture des programmes. Ces engagements devaient encore être approuvés par le Cabinet au moment de l'évaluation, mais ils représentaient déjà une avancée importante.
 - *L'appui fourni pour améliorer la collecte de données, l'analyse et la rédaction de rapports dans le cadre de l'évaluation menée chaque année par le Comité d'évaluation de la vulnérabilité a permis d'accroître la qualité du rapport afférent et de le présenter dans de meilleurs délais, ce qui a ensuite servi à orienter les interventions d'urgence.* Le PAM a mis en place, en collaboration avec la FAO, des activités de renforcement des capacités axées sur divers outils d'analyse de la sécurité alimentaire, notamment l'analyse de l'économie des ménages et l'IPC, et fourni un appui aux fins de l'analyse des domaines transversaux. Cet appui a permis de mieux ventiler les données relatives à la violence sexiste, même si une analyse plus approfondie de la problématique femmes-hommes et des changements climatiques demeure nécessaire.
 - *L'appui fourni pour mettre au point le cadre opérationnel national relatif à la gestion des catastrophes et les directives opérationnelles nationales relatives aux interventions d'urgence a permis de définir les responsabilités et des dispositifs interorganisations aux niveaux national et local.* Ces documents et orientations ont été jugés particulièrement utiles pour établir les paramètres opérationnels de l'Organisme national de gestion des catastrophes.

¹⁴ La Coalition pour l'alimentation scolaire est une initiative lancée par des États Membres de l'Organisation des Nations Unies dans l'objectif de permettre à chaque enfant de recevoir un repas scolaire sain et nutritif chaque jour à l'horizon 2030. Elle s'appuie sur l'action menée au niveau des pays ainsi que des partenariats multisectoriels qui visent avant tout à relancer les programmes de repas scolaires dont l'exécution a été interrompue en raison de la pandémie de COVID-19, à aider les pays à faible revenu à secourir les enfants les plus vulnérables et à promouvoir une alimentation sûre, nutritive, à base de denrées produites selon des modalités durables, et variée et équilibrée.

26. Qui plus est, à la suite des activités que le PAM a menées aux fins de la formation à l'outil PLUS de planification de repas scolaires et de la promotion de ce dernier, le Ministère de l'éducation et de la formation a *élaboré une série de menus nutritifs chiffrés à destination des écoles ayant recours à des programmes de repas scolaires ou d'alimentation scolaire utilisant la production locale, ce qui a abouti à un engagement en faveur d'une augmentation de 30 pour cent du budget consacré aux repas scolaires en 2023*¹⁵. Toutefois, ce poste budgétaire n'ayant pas été protégé, il a été utilisé pour d'autres dépenses liées à l'éducation.
27. Les partenariats que le PAM a établis de longue date avec des partenaires nationaux de premier plan, tels que le Cabinet de la Vice-Première Ministre, l'Organisme national de gestion des catastrophes et le Ministère de l'éducation et de la formation, ont considérablement facilité les avancées dans les domaines des repas scolaires et de la gestion des catastrophes. Cette collaboration, qui dure depuis plusieurs années, a nourri une compréhension fine des besoins en matière de renforcement des capacités, ce qui a permis au PAM de tirer le meilleur profit de ses compétences techniques en matière d'analyse de la sécurité alimentaire pour intervenir auprès de plusieurs organismes. Elle a également donné au PAM une connaissance approfondie des besoins et des possibilités en matière de renforcement des capacités, ce malgré l'absence d'évaluation des capacités réalisée en bonne et due forme. C'est ainsi que la collaboration avec le Comité d'évaluation de la vulnérabilité de l'Eswatini, sous l'égide du Cabinet de la Vice-Première Ministre, qui remonte à 2013, a permis au PAM de s'appuyer sur ses solides compétences techniques en matière d'analyse de la sécurité alimentaire pour développer efficacement les capacités de nombreuses entités, dont l'Université d'Eswatini, le Bureau du cadastre, des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales.
28. Le renforcement des capacités du pays a également progressé dans d'autres domaines. Plus précisément, le PAM a contribué à l'élaboration d'une politique générale, d'un plan d'action et d'une feuille de route en matière de protection sociale pour la période 2023-2028. Il est toutefois encore trop tôt pour juger de l'utilité de ces documents et de l'efficacité des mesures qui y figurent, et aucun financement national n'a été engagé pour leur mise en œuvre. Par ailleurs, l'évaluation a fait apparaître que, lors de la planification, le PAM avait sous-estimé les difficultés auxquelles le Gouvernement est confronté pour financer l'élargissement de la protection sociale réactive face aux chocs en Eswatini.

Questions transversales

Bien que l'analyse de la problématique femmes-hommes ait bénéficié d'investissements initiaux, l'attention portée aux questions liées à cette problématique et aux autres questions transversales que sont l'inclusion et la nutrition a pâti d'un manque de savoir-faire spécialisé au sein du bureau de pays.

29. Le PAM a le mérite d'avoir suivi de près cet angle mort, en s'efforçant d'intégrer systématiquement la problématique femmes-hommes dans toutes ses activités dès le début de la phase de mise en œuvre. Cependant, ses efforts se sont considérablement essoufflés au cours des étapes suivantes. L'inclusion des groupes marginalisés autres que les femmes et les filles a reçu peu d'attention. Ainsi, les besoins des personnes handicapées, qui gagnent pourtant toujours plus d'importance dans le programme stratégique du PAM, n'ont pas été pris en compte lors la préparation et de la mise en œuvre du PSP.

¹⁵ Données fournies par un informateur clé. Gouvernement swazi. 2024. *Eswatini National Budget 2024/25 at a Glance*. L'affectation d'un montant de 15 millions d'emalangenj au titre de fonds supplémentaires en faveur du programme de repas scolaires est bien prévue dans le budget.

30. Concernant la question de la participation équitable, les données relatives au projet pilote d'alimentation scolaire utilisant la production locale étaient encourageantes, puisque les agricultrices représentaient 67 pour cent des producteurs ayant bénéficié d'un appui en 2022; toutefois, les femmes représentaient moins d'un tiers de l'ensemble des participants aux autres programmes de formation proposés et les informateurs n'avaient pas souvenir de séances de formation spécifiquement destinées à encourager les femmes à faire preuve d'initiative et à renforcer leur estime de soi. De plus, peu d'éléments indiquaient que les femmes occupaient davantage des rôles de chef de file dans les groupements de petits exploitants ou de personnes ayant les mêmes moyens d'existence, et il aura fallu des plaintes de la part de bénéficiaires pour que les femmes deviennent les destinataires désignés des transferts monétaires réalisés au titre de l'effet direct stratégique 1.
31. Le peu d'attention accordée à la problématique femmes-hommes et à l'inclusion était intimement lié aux restrictions budgétaires, qui se sont répercutées sur la dotation en effectifs du bureau de pays. À compter de 2023, ce dernier ne disposait plus d'employé spécifiquement chargé de la problématique femmes-hommes et s'en est alors remis à un référent pour la question, qui avait bien d'autres responsabilités de taille au titre de l'ensemble du PSP, notamment la direction d'un domaine d'activité. Cela a porté préjudice aux initiatives visant à prendre systématiquement en compte cette problématique, car il y a des limites à ce que l'on peut attendre de référents pour la problématique femmes-hommes surchargés de travail. Des partenariats ont certes été noués pour tenter de pallier ce manque, notamment avec la Fédération des femmes d'affaires du Marché commun de l'Afrique orientale et australe, qui aide les agricultrices à approvisionner les écoles dans le cadre du programme de repas scolaires, mais ils n'ont pas suffi à compenser entièrement le manque de capacités du bureau de pays.
32. La nutrition a été prise en compte dans une certaine mesure dans le PSP, comme en témoigne le ciblage des groupes de population souffrant de malnutrition, le message en faveur d'une évolution de la société et des comportements et la prise en compte systématique de la dimension nutritionnelle dans la conception des interventions axées sur les moyens d'existence. Cependant, les initiatives visant à intégrer les aspects nutritionnels dans les systèmes alimentaires en faisant la promotion des aliments enrichis n'ont guère avancé et ont pâti d'un manque de savoir-faire spécialisé au sein du bureau de pays.

Principaux facteurs ayant eu une incidence sur les résultats

L'insuffisance des financements, notamment de ceux provenant du cofinancement public et de nouvelles sources, a entravé la réalisation des vastes ambitions portées par le PSP. Il n'a pas été aisé de mesurer les résultats en matière de renforcement des capacités et d'obtenir des éléments concrets issus des projets pilotes afin d'éclairer l'élaboration des politiques en amont.

33. Les contributions destinées à appuyer les activités de renforcement des capacités étant minimales, le PAM a dû recourir massivement à des financements internes, flexibles et multilatéraux pour mettre en œuvre ces activités. Cette source de financement n'offre pas les financements pluriannuels prévisibles qui sont indispensables pour réaliser des progrès soutenus, et une grande incertitude pèse sur la possibilité d'y recourir à l'avenir, compte tenu des contraintes budgétaires qui pèsent sur le PAM à l'échelle institutionnelle.
34. D'autres sources de financement susceptibles de mieux convenir à l'appui aux activités de renforcement des capacités n'ont pas été étudiées comme il se doit, notamment les possibilités de dialogue tripartite avec le Gouvernement et les institutions financières internationales sur la contribution que celles-ci pourraient apporter à l'action du PAM dans le respect de leur mandat. Il faudrait pour cela que le PAM revoie sa manière d'envisager son partenariat avec le Gouvernement.

35. Le PAM n'a pas obtenu de bons résultats dans les appels d'offres. En fonction des circonstances et de ses atouts particuliers, il doit peut-être accepter de jouer un rôle plus auxiliaire que central à l'heure d'élaborer des offres conjointes avec d'autres entités des Nations Unies. Il gagnerait également à présenter des éléments plus solides attestant de ses résultats, en s'appuyant sur les activités qu'il a menées dans le pays et, éventuellement, dans la région, pour mieux se positionner dans les appels d'offres. Il n'a pas collecté suffisamment de données de qualité pour établir les résultats du projet pilote d'alimentation scolaire utilisant la production locale, et n'en a donc pas tiré suffisamment de leçons ni d'éléments pour en prouver la viabilité à l'heure d'éclairer l'élaboration des politiques nationales.

Continuité et stratégies de transition

Bien que des avancées vers un changement durable aient été enregistrées dans le domaine de la gestion des catastrophes, la principale stratégie de retrait du PSP semblait reposer sur le transfert progressif de la responsabilité des interventions d'urgence vers un système national de protection sociale réactif face aux chocs. Dans l'ensemble, les progrès réalisés vers cet objectif ont été lents.

36. Des avancées vers un changement durable ont été enregistrées dans le domaine de la gestion des catastrophes. Les textes législatifs, les politiques et les directives nécessaires pour appuyer les opérations de l'Organisme national de gestion des catastrophes ont été rédigés et sont sur le point d'être adoptés en bonne et due forme. Les capacités du Gouvernement ont été renforcées dans les domaines de l'évaluation, de la distribution d'espèces et de la logistique. Après avoir atteint des niveaux exceptionnels en 2020/21, en raison de la pandémie de COVID-19, les allocations budgétaires du Gouvernement se sont maintenues à un niveau prévisible. L'Organisme national de gestion des catastrophes compte de nombreuses réussites à son actif en matière de pilotage des interventions face aux crises, et les capacités subsidiaires de la Société nationale de la Croix-Rouge viennent compléter son action, cependant des lacunes subsistent. Par exemple, un mécanisme de financement permettant d'intervenir à grande échelle en cas de catastrophe n'a pas encore été créé et le PAM n'a pas participé à d'autres initiatives pertinentes consacrées à la préparation aux sécheresses et au financement de la gestion des risques de catastrophe.
37. La principale stratégie de retrait du PSP était centrée sur la fourniture durable des transferts et services par l'intermédiaire de systèmes nationaux de protection sociale. Les progrès réalisés vers cet objectif étaient tributaires de l'évolution des politiques et de la législation nationales, de l'augmentation des financements et du renforcement des capacités des agents publics. Le PAM a entrepris de combler les lacunes en matière de politiques en s'employant à faire adopter une politique générale d'aide sociale qui accorde une juste place à la protection sociale comme moyen d'intervenir face aux chocs et de promouvoir la résilience des ménages.

Recommandations

Recommandations principales et subsidiaires	Type de recommandation	Bureaux et divisions du PAM responsables	Autres entités apportant leur concours	Degré de priorité	Délai de mise en œuvre
Recommandation 1: Le PAM devrait procéder à une évaluation rigoureuse des ressources potentielles et élaborer le nouveau plan stratégique de pays sur la base d'un examen pragmatique des ressources qui devraient être disponibles. 1.1 Rechercher de nouvelles possibilités de mobiliser des ressources nationales dans les domaines touchant à la sécurité alimentaire et à la nutrition, en partenariat avec les institutions financières internationales, selon qu'il sera utile et possible. 1.2 Développer les relations nouées avec les donateurs habituels ainsi que les activités de sensibilisation menées à leur intention au niveau national et, surtout, régional afin de lever des fonds pour le plan stratégique de pays.	Stratégique	Bureau de pays	Bureau régional	Élevé	Avant le nouveau PSP (à partir de 2026)
Recommandation 2: Le PAM devrait continuer d'appuyer le renforcement des capacités des autorités nationales afin de donner à celles-ci les moyens de prendre en main les activités relatives aux repas scolaires et préscolaires et d'en assurer la pérennité. 2.1 Continuer d'expérimenter l'utilisation de la production locale pour les repas scolaires en collaboration avec le Ministère de l'éducation et de la formation et en liaison avec les offices de commercialisation compétents qui fournissent des services de vulgarisation et d'achat. 2.2 Continuer d'engager le Gouvernement à prendre la direction et la responsabilité de la coordination des activités d'appui menées par tous les partenaires à l'intention des centres de soins de proximité. 2.3 Continuer de mettre en œuvre un projet pilote de durée limitée consacré à la création de jardins potagers destinés à produire de manière durable des aliments pour les orphelins et autres enfants vulnérables fréquentant les centres de soins de proximité.	Opérationnelle	Bureau de pays		Élevé	Avant le nouveau PSP (à partir de 2026)

Recommandations principales et subsidiaires	Type de recommandation	Bureaux et divisions du PAM responsables	Autres entités apportant leur concours	Degré de priorité	Délai de mise en œuvre
Recommandation 3: En partenariat avec le Gouvernement, le PAM devrait définir une proposition de valeur touchant notamment aux domaines de l'adaptation aux changements climatiques et de la protection sociale. 3.1 Travailler en étroite collaboration avec le Gouvernement et d'autres acteurs afin de trouver les moyens de contribuer aux discussions sur les politiques nationales et à la définition de pratiques optimales applicables aux programmes d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en s'appuyant sur une analyse des meilleures pratiques et des compétences qui se sont révélées particulièrement utiles dans des contextes similaires de la région. 3.2 Exposer dans le détail une stratégie visant à associer des services de conseil technique au niveau institutionnel, des activités de concertation et de sensibilisation à l'intention du Gouvernement et des principaux acteurs internationaux, notamment les institutions financières internationales, ainsi que la définition, la conception et la mise en œuvre de projets pilotes accompagnés d'investissements importants consacrés à la capitalisation des expériences, à la production de données factuelles et à la gestion des connaissances. 3.3 Étudier la possibilité de mutualiser les spécialistes de la protection sociale, de l'adaptation aux changements climatiques, de la nutrition et de la problématique femmes-hommes avec d'autres bureaux de pays dans le cadre d'un dispositif d'appui multipays. 3.4 Mettre au point une théorie du changement visant à expliciter les résultats attendus et à énoncer clairement les principales hypothèses sur lesquelles ils reposent, et veiller à ce que des ressources suffisantes soient spécifiquement affectées au suivi, à l'évaluation et à l'apprentissage au regard de cette théorie.	Stratégique	Bureau de pays	Bureau régional	Élevé	Avant le nouveau PSP (à partir de 2026)

Liste des sigles utilisés dans le présent document

COVID-19	maladie à coronavirus 2019
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
PSP	plan stratégique de pays
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance